

Les codifications de l'esclavage

Les deux thèmes (les codifications de l'esclavage et les déclarations de liberté sous la Révolution) se traitent par l'interrogation de quelques aspects historiques concernant la notion de liberté.

Ce soir, abordée la notion sera abordée négativement : les codifications de l'esclavage sous l'Ancien Régime.

Sous l'Ancien Régime, la notion de liberté renvoie à des notions étrangères aux nôtres : avant l'apport individualiste de la Révolution, la liberté répond au cadre d'une société corporative. Et les libertés accordées sous l'Ancien Régime s'accordent prioritairement à des corps constitués.

Le dictionnaire de Richer évoque « les libertés de l'Eglise Gallicane » (entendre : l'Eglise de France, qui ne dépendait alors que du Roi, se trouvant libre à l'égard de la Papauté). Le L'œuvre parle aussi des libertés pour les corporations de métiers. Ce sont les libertés d'aller et venir pour des corporations de marchands ou des groupes de pèlerins, lesquels sont identifiables.

Le principe de liberté individuelle n'a pas encore pris de sens.

Sous l'Ancien Régime, la contestation de la liberté n'a pas encore de prise.

Le servage est en très nette régression dès la fin du Moyen Age (l'essor économique permettant aux serfs de racheter leur contrat).

La situation est inverse en revanche dans les colonies d'Amérique :

En 1626, Richelieu fonde la Compagnie des Indes par Lettres Patentes¹.

La mise en valeur se fait d'abord par la culture du tabac au sein de petites exploitations où le travail est assuré par les colons. De 1635 à 1640, les colons français s'établissent à l'île Bourbon et en Guyane.

Des engagés, pour payer le prix de leur traversée, se louent pour trois ans environ, afin ensuite de devenir planteurs eux-mêmes.

Leur nombre limité incite à employer des esclaves à titre subsidiaire.

En 1660, on compte en Martinique 2'642 noirs pour 2'489 blancs.

A cette date, les maîtres blancs, les *béquets*, ménagent encore bien leur capital servile, et leurs employés blancs sont alors moins bien traités.

Avec la culture de la canne à sucre, qui exige une main d'œuvre plus abondante, on compte en Martinique 15'000 esclaves issus de la traite des noirs pour une population blanche de 6'300 personnes.

Au cours du 18^{ème} siècle le phénomène va s'amplifier.

Alors que le système du servage disparaît dans le Royaume, il est appliqué et imposé aux populations du Nouveau Monde : la traite restaure non seulement l'esclavage mais l'institutionnalise comme jamais, sans comparaison, même avec l'Empire Romain.

Un édit de 1685 est promulgué : le **CODE NOIR**, qui sert de fondement à l'ensemble de la législation relative aux esclaves.

¹ L'arrivée de Richelieu au pouvoir en 1624 et la signature du traité de Compiègne avec les Provinces-Unies (Pays-Bas) qui reconnaît la liberté du commerce vers les « Indes occidentales et orientales » relance l'activité des français en direction de l'Asie avec un double but, missionnaire et commercial.

L'ordonnance royale de 1629, dite code Michau, encourage les Français à créer des compagnies de commerce à l'image des Hollandais et des Anglais.

À partir des années 1630, les Français s'intéressent au sud de l'océan indien et prennent possession de sites et de ports — notamment Fort-Dauphin et Port-Louis — à Madagascar et dans les Mascareignes (île Bourbon, île de France, île Rodrigues) ; La compagnie d'Orient est créée par lettre patente de juillet 1642 avec monopole de 15 ans sur Madagascar et les îles environnantes.

En 1660, enfin est fondée la Compagnie de Chine, avec tous les puissants de l'époque, comme Mazarin ou Fouquet, souvent membres de la Compagnie du Saint Sacrement. Mais celle-ci se consacre exclusivement à des activités commerciales.

Imaginée par Colbert, elle est créée par la "Déclaration du Roi portant établissement d'une Compagnie pour le commerce des Indes orientales" signée par Louis XIV le 27 août 1664 et des lettres patentes enregistrées par le Parlement de Paris.

En 1685, si le Code Noir désigne l'édit touchant la discipline des esclaves de îles de l'Amérique Française, ce Code vise aussi l'ensemble de la législation relative aux esclaves. Il sert de modèle et de base de référence.

I L'esclavage dans la codification de 1685 :

Les statuts de la Compagnie des Indes Occidentales fondée en 1626 et redéfinis en 1664, fixent le droit applicable aux Îles d'Amérique.

L'Art 34 de la Charte (ses statuts), ordonne aux juges établis en tout lieu, - y compris dans les îles d'Amériques -, de juger suivant les Lois et Ordonnances du Royaume et de se conformer plus particulièrement à la Coutume de Paris.

En 1685, de très grandes Ordonnances ont déjà marqué le 17^{ème} siècle. Elles sont donc déjà susceptibles de s'y appliquer : Ordonnance Civile de 1667, Ordonnance sur les eaux et forêts de 1669, l'Ordonnance sur la procédure criminelle de 1670, l'Ordonnance du Commerce de 1673, l'Ordonnance de la Marine de 1681.

Cette dernière est utilisée dans les Antilles, mais un Edit plus spécifique est pris pour l'esclavage. Il propose un double point de vue :

- Tout d'abord, du point de vue de la Métropole, considéré dans le travail législatif Royal où il occupe une place singulière.
- D'autre part, du point de vue de la colonie, où il pose une définition de l'esclave, pour le moins inédite.

A / L'édit de 1685 :

Le développement des grandes Ordonnances du règne de Louis XIV s'inspire d'une recherche constante de justice, afin de se "garantir de tout procès".

Or l'Edit de 1685 se démarque complètement de cette perspective.

Son titre révèle sa particularité :

« Edit du Roy touchant la discipline des esclaves nègres des Îles de l'Amérique Française »

Dans ce titre le premier terme à relever est celui d'*édit* qui se distingue de l'*Ordonnance* par la spécificité de son objet. En effet, une Ordonnance a un objet plus vaste et général.

Ici, la spécificité est de surcroît limitée par les « Îles de l'Amérique », qui ont pris pour nom les Antilles (du latin *ante insulae* : îles d'avant [le Continent]).

Dont l'espace a une importance stratégique essentielle pour les colons : pour amener les produits d'Europe en Amériques et inversement pour envoyer les produits d'Amériques vers l'Europe, le passage par les Antilles est obligatoire.

La Métropole jamais n'abandonnera ce bastion.

En 1685, en dépit de ces spécificités, cet Edit s'inscrit parmi les Grandes Ordonnances de Louis XIV. Il est parfois même qualifié d'Ordonnance.

Cet Edit, rédigé par Jean Baptiste Colbert, fils du Grand Colbert, Conseiller d'Etat, il a succédé à son Père au Secrétariat de la Marine.

Il a bénéficié d'un travail préparatoire très important : deux mémoires, l'un d'août 1682, rédigé par l'Intendant Patoulet et l'autre de février 1683, rédigés par le Gouverneur de Blénac, tous deux en poste aux îles Françaises de l'Amérique².

Nourrit de la Législation Antillaise et particulièrement de l'Ordonnance de juillet 1668 qui évoque le privilège de liberté lequel distingue les nègres libres et les sauvages, il affirme que les esclaves affranchis pourront jouir des autres privilèges des autres habitants. Ce régime libéral ne sera que très partiellement retenu dans le texte définitif.

² Blénac est Gouverneur de 1672 jusqu'à sa mort en décembre 1679.

Le Code est inspiré du mémoire de l'intendant Patoulet (1682) et de celui du gouverneur Blénac. Le premier représentait la tendance la plus sévère.

Alors que la législation du Royaume repose essentiellement à l'époque une meilleur administration de la police et la justice, l'Edit propose d'autres finalités :

- Les finalités avouées : la discipline de l'Eglise. Le législateur est animé de préoccupations religieuses : il convient d'assurer la christianisation des esclaves. Déjà une Ordonnance de 1672 oblige les maîtres à faire instruire les esclaves et les conduire à la messe et déjà aussi les commandeurs devaient être catholiques.
- Les finalités passées sous silence : nécessités de politique financière et commerciale, qui permettent de justifier l'incroyable et l'inadmissible. Comment peut on le tolérer ?

Cette tolérance pèse en premier lieu sur l'Eglise dont l'Evangile annonce pourtant l'égalité des Hommes devant Dieu. Paul Galates : « il n'y a plus devant le Christ ni esclaves ni H libres ». Mais l'Eglise a toujours incité efficacement à l'affranchissement des esclaves. Elle est donc invoquée en préambule de l'Edit.

En second lieu, le Roy et sa politique ont la responsabilité de la tolérance de l'esclavage : de tradition l'ordre public n'admet pas la présence d'esclave au Royaume des Hommes libres, les « hommes francs » = *francs* qui veut dire libre³.

En 1571 on doit noter que le Parlement de Guyenne rappelle que la France ne permet aucun esclave⁴ et Loisel affirme que toutes les personnes sont FRANCHES en ce royaume dès lors qu'elle sont baptisées.

Mais le principe, d'ordre public, semble bien admettre que tout Homme est libre, dès lors qu'il habite le sol de France.

Art 7 du D de 1848 qui portera abolition de l'esclavage le redit aussi (ironie de l'histoire). Ceci explique que le Code Noir n'ait pas été présenté à l'enregistrement devant le Parlement ni publié par ce dernier.

Le droit du Royaume se distinguerait-il donc de celui des colonies ?

Cela crée un paradoxe difficilement justifiable.

Poullain du Parc affirme au 17^{ème} siècle, que « toute pers est libre à l'exception des esclaves nègres ».

Denisart affirme que : les esclaves des Amériques répondent à une Coutume locale particulière qui dès lors n'entre pas en concurrence avec celles du Royaume.

Si on doit relever la faiblesse de ces arguments, on ne doit pas porter atteinte à la légitimité des colonies... La Cour y veille⁵.

Ce paradoxe entre le maintien de l'ordre public au sein du Royaume et la nécessité de l'esclavage pour les colonies va se traduire par le statut de l'esclave :

B / Le statut de l'esclave en 1685 :

Le code noir tente une transaction entre la logique économique des exploitants et celle du Royaume de droit divin : le statut hésite, pour l'esclave, entre le statut personnel et le statut réel.

Sur les 60 articles de l'Edit, un certain nombre envisage vraiment l'esclave comme une personne :

Il doit être baptisé et instruit dans la RCAR (article 2⁶) et les autorités doivent y veiller.

³ Dans le royaume de France, une ordonnance de Louis X le Hutin, datée de 1315, proclame que le sol de France affranchit quiconque y pose le pied (du 3 juillet 1315, l'édit affirme que «selon le droit de nature, chacun doit naître franc». Officiellement, depuis cette date, «de sol de France affranchit l'esclave qui le touche»).

⁴ Il s'agit d'une trace tardive de l'application de l'Ordonnance de Louis X de 1315 par un parlement français celui de Bordeaux, qui, en 1571, l'invoque pour justifier la libération d'une cargaison d'esclaves noirs, transportée par un négrier normand en fuite.

⁵ Madame de Maintenon est issue d'une famille Béquet, tout comme plus tard Joséphine de Boharnais.

⁶ C. A. et R. : Catholique, Apostolique et Romaine.

Art 1^{er} les juifs doivent quitter les îles et les protestants doivent s'abstenir de tout culte public (art 5 et 6⁷).

Dès le moment où les esclaves sont baptisés dans la Religion, les maîtres doivent les inhumer dans les cimetières (art 14). Les contremaîtres doivent également être catholiques (art 4) et les maîtres doivent veiller au respect du dimanche (art 6).

Obligation d'entretien alimentaire et vestimentaire (2 et 25)

Si manquement aux dispositions requises du maître l'esclave peut s'adresser au Proc. Général qui peut se saisir d'office.

Les esclaves infirmes doivent être entretenus par le maître.

Si celui-ci dispose d'un droit de châtiment, mais il lui est interdit de le mutiler (article 42) à peine de se voir traduit en justice.

Si de l'esclave meurt suite aux mauvais traitements du maître, les officiers du Royaume doivent poursuivre au criminel celui-ci (article 43).

Le maître, dès l'âge de 20 (encore mineur⁸) peut affranchir ses esclaves (article 55).

L'esclave qui est fait légataire universel ou tuteur des enfants est réputé affranchi (article 56) et dans ce cas là l'esclave affranchi n'a pas besoin de lettres de naturalité pour devenir citoyen du Roy de France (article 57).

Toutes ces dispositions insistent explicitement sur le statut personnel de l'esclave qui lui permet de jouir d'une vie familiale.

Sur le plan familial, on note que le consentement parental est remplacé par celui du maître (article 10) si un esclave épouse une femme libre ou si un homme libre épouse une esclave, le statut des enfants suit toujours celui de la mère (article 13). Ce principe est celui des usages du servage médiéval.

Si deux esclaves mariés appartiennent à des maîtres différents, les enfants appartiendront au maître de la femme (article 12).

Le concubinage d'un homme libre avec une esclave est puni d'une lourde amende. Mais si l'homme libre n'est pas marié et qu'il épouse l'esclave elle se trouve affranchie ainsi que ses enfants (article 9).

Ici déjà le statut personnel commence à trouver ses dernières limites.

Ces dispositions laissent entendre que l'esclave est bien la chose du maître.

Certains droits sont refusés aux esclaves :

Ces derniers n'ont le droit de porter ni armes offensives ni bâton (article 15).

Ils ne peuvent s'attrouper (article 16⁹).

Ils sont exclus de la commercialisation de la canne à sucre, si l'esclave peut posséder avec la permission de son maître (article 29),

Il n'ont pas cependant de droit de propriété et ne peuvent rien transmettre ni entre vif ni par voie successorale (article 28).

Ils ne peuvent pas non-plus exercer de fonctions publiques.

En matière pénale : on voit que les peines vont souvent jusqu'à la mort (article 35), l'esclave marron a les oreilles coupées et il est marqué au fer, à la seconde récidive, il est puni de mort (article 38).

⁷ Art. 2. Tous les esclaves, qui seront dans nos îles, seront baptisés et instruits dans la religion C. A. et R. ; enjoignons aux habitants qui achètent des nègres nouvellement arrivés, d'en avertir dans huitaine au plus tard, les gouverneurs et intendants des dites îles, à peine d'amende arbitraire, lesquels donneront les ordres nécessaires pour les faire inscrire, et baptiser dans le temps convenable.

Religion Prétendue Réformée ou RPR : la même année, l'Edit de Fontainebleau (1685) révoque l'Edit de Nantes (1598) ou « Edit de tolérance », signé par Henri IV, grand-père de Louis XIV. Dans les colonies, il existe une certaine tolérance vis à vis des protestants, moyennant une abjuration simulée cf. Gérard Lafleur, Les protestants aux îles françaises du Vent sous l'Ancien Régime, Société d'Histoire de la Guadeloupe, Basse-Terre, 1987.

⁸ La majorité était à 25 ans.

⁹ Jusqu'au XIX^e siècle, la peur des révoltes explique que les attroupements restent interdits en dehors des habitations cf. carnaval

La nature réelle de l'esclave : il peut faire l'objet de saisie et de vente (article 46) et surtout, « **déclarons les esclaves être meubles** » (article 44).

La reconnaissance du statut de l'esclave rappelle le statut de l'esclave antique.

Le Code Noir est souvent rapproché de la matrice romaine de l'esclavage.

Si le droit romain a pu servir de référence à l'Edit de 1685, la condition des esclaves est assez difficilement comparable.

En droit romain l'esclave y apparaît comme un immeuble par destination. A Rome, l'esclave est un élément de la *familia* du maître qui jouit sur sa personne d'une *potestas*. Il est placé sous la main du maître.

Le Code Noir est assez étranger de l'institution romaine : il est original et daté. Son cadre est si fort que les sanctions s'ensuivent dans ce contexte : les amendes relevées à l'encontre des maîtres malaisant ou tyranniques sont souvent exprimées en livre de sucre et non en sous¹⁰. Ainsi les dispositions de l'Edit posent une base d'évolution de l'esclavage après 1685.

II L'esclavage après la codification de 1685

A court terme les effets de l'Edit de 1685 sont assez limités et de nombreux articles demeurent sans effets pratiques. Ainsi, les mariages sont peu fréquents et la fondation de familles assez rares : à l'évidence il est difficile de donner naissance à des enfants dont on prévoit la difficile servitude¹¹.

La vie spirituelle des esclaves est assez largement théorique et le zèle des maîtres est assez limité en la matière. Entraînant une lacune spirituelle aux lourdes conséquences pratiques : la personnalité de l'esclave apparaît grâce au contexte religieux.

Comme ce contexte disparaît, il ne reste que la chose-esclave, sans plus de sanctions contre les maîtres.

Modèle des autres codes noirs qui vont s'appliquer dans le Royaume :

A/ Les édits de 1687 à 1724 :

L'Edit de 1685 est étendu à partir de 1687 aux autres colonies : à Saint Domingue en 1687, en Guyane en 1704, puis à l'Ile de France (Maurice) et Bourbon (Réunion), en 1724 il est adapté pour la Louisiane.

Dans ces différentes étapes il connaît des adaptations et des modifications.

Ainsi par exemple, le Code Noir de 1724 Louisiane présente des mesures aggravantes : les mariages mixtes ne sont plus tolérés. Dans ce même code, les affranchissements sont rendus plus difficiles.

Cette nouvelle vague de codification s'accompagne de réalités sociales :

En matière d'affranchissement, le principe libéral de l'affranchissement s'efface, laissant place à un système plus complexe qui généralise le principe de l'écrit accompagné de

¹⁰ Les amendes sont payables en nature : cet élément rappelle la rareté du numéraire aux îles. C'est cette même rareté qui motive en 1848, le principe de payer une indemnité aux anciens maîtres, qui outre le dédommagement de ce que la loi a jusqu'à présent accepté, doit fournir la trésorerie nécessaire au passage de l'esclavage au salariat.

¹¹ Les mesures démographiques démentent cette affirmation : les esclaves avaient un meilleur taux de fécondité que les populations blanches. Mais, au début de l'esclavage, un mal mystérieux décima la population des nouveaux nés : le « mal de mâchoire », que provoquaient des femmes esclaves chargées d'assister les accouchements. Un changement de pratique permit d'y remédier : les régisseurs envoyèrent les accouchées en ville pour s'y faire assister (usage répandu dans les habitations de Saint Domingue, dont les hôpitaux particuliers ne pouvaient traiter les accouchements).

Notons que la mortalité au sein des populations adultes d'esclaves était similaire à celle des hommes libres : passée l'arrivée en Caraïbes et après une période critique d'accoutumance (qui décimait un tiers de toutes les populations confondues), le climat, particulièrement rude, frappait aveuglément chez les blancs comme chez les noirs (Jacques Cona : « Au temps des îles à sucre »).

Néanmoins, relevons qu'en 1840, selon Schoelcher (« La vérité et les faits », Paris, 1846), les esclaves enceintes arrêtaient de travailler 50 à 60 jours avant l'accouchement et reprenaient 40 jours après, mais selon le commandant de gendarmerie France et le magistrat Tanc, certaines femmes sont envoyées aux champs à neuf mois et font des fausses couches par suite des coups qu'elles reçoivent. Voir aussi : « le bas prix des captifs et la facilité d'approvisionnement par la traite auraient conduit les maîtres à choisir la reproduction marchande (par la traite), ils auraient donc mal nourri et épuisé au travail leurs esclaves avant que l'abolition ne rende nécessaire leur préservation » (« Traites et politiques esclavagistes », Arlette Gauthier Revue POPULATION 1986, Volume 41, numéro 6, p 1005 à 1024)

demandes motivées. L'affranchissement commandant une enquête avec, au final, un jugement gracieux. Lequel impliquait l'intervention de bureaux spécialisés.

La Déclaration Royale de 1743 évoque une permission spéciale pour affranchir les domestiques et les artisans. Cette disposition, qui semble dérogatoire au droit commun laisse entendre un régime antérieur foncièrement libéral qui aurait permis à tout maître d'affranchir discrétionnairement sans auto administrative tous les esclaves de la maison.

Plus encore que les textes de la métropole, les Gouverneurs et Intendants sont amenés à contrôler confirmer et infirmer la volonté des maîtres. Ils donnent à l'affranchissement une autre dimension : l'affranchissement par autorité publique. Les esclaves qui ont servi l'intérêt général peuvent être affranchis.

Et des femmes peuvent être affranchies en vue de leur mariage avec des blancs.

Un usage originaire de la Martinique : la question de la liberté de fait se répand assez tôt en raison de la conjonction de races, le métisse est déclaré libre à 20ans et la métisse à 15 ans.

Cette liberté informelle a pour nom « **liberté de savane** ».

Elle permet de détourner la réglementation portant sur le paiement de taxes d'affranchissement payées aux Gouverneurs.

Sur les listes d'Habitations on trouvera très fréquemment la mention « libre de savane » ou « maître de sa volonté ».

Cette liberté de fait « de savane », de plus en plus fréquente correspond à un état intermédiaire.

S'y attache l'attribution de ration alimentaire ou de jardin qui permet la survie de l'esclave. Elle consiste essentiellement dans la liberté d'aller et venir mais rarement de quitter l'habitation.

Mais c'est une liberté précaire, comme l'illustre, en 1766, un arrêt condamnant un homme incapable de justifier sa liberté, à redevenir esclave après 40 années de liberté de savane et déclarant ses 6 enfants bâtards.

Certaines dispos de fin du royaume de Louis XIV interdisent la bastonnade et augmentent les périodes de repos.

Les créoles : adjectif se rattachant toujours aux Antilles. La personne créole est donc originaire des Antilles : noir ou blanc.

A la fin de l'Ancien Régime, les administrateurs assurent mieux le respect des prescriptions royales, Louis XVI y était assez sensible : intéressé par la **Société Française des amis des noirs** fondée en 1788, on y trouve Mirabeau, Lafayette, L'Abbé Grégoire, Olympe de Gouges, Condorcet.

Lequel va rédiger le règlement de la société : dont les statuts dressent un tableau effrayant des méfaits de l'esclavage. Cette Société veut démontrer aux planteurs que le travail servile n'est pas rentable comparé à la productivité du travail libre. Et, dans ce travail de diffusion des idées l'apport de Condorcet est considérable. Il aboutira à la publication du texte puissant : « Réflexions sur l'esclavage des nègres ».

Le texte commence par poser que : « réduire un homme à l'esclavage, l'acheter, le vendre, le retenir dans la servitude, ce sont de véritables crimes et des crimes pires que le vol »

On le voit ainsi défini : l'esclavage apparaît pour Condorcet comme un crime *pire que le vol et non pas le rapt* (ce dernier terme aurait lui donné l'idée d'une atteinte à la personne).

L'idée de l'esclavage *chose* reste et son poids est établi même chez les philosophes des lumières.

La société des amis des noirs s'assigne pour but simplement l'abolition de la traite mais pas l'abolition de l'esclavage.

La disparition brutale de l'esclavage risquant de déstabiliser le royaume, Saint Domingues assurant près du 1/3 du commerce extérieur...

Face à la Société des amis des noirs on trouve le Club de l'Hôtel Massiac, en 1789, avec Barnave et Malhouet, qui regroupe les planteurs les négociants et anciens administrateurs des colonies.

Les partisans de l'esclavage sont nombreux au sein de l'Assemblée Constituante : l'abolition de l'esclavage ne passera pas lors de l'abolition des privilèges.

B / L'évolution de l'esclavage après 1789 :

En 1789 les cahiers de doléance ne s'intéressent guère aux colonies seuls quelques réclament son abolition mais ceux de Nantes se prononcent pour son maintien réclamant l'octroi d'avantages aux négriers.

La DUDH de 1789 aurait dû faire changer le cours des choses : tout dans son contenu suppose cela : elle se veut universelle (sans se borner à la Métropole).

C'est ce qui est compris dans les colonies où les esprits s'échauffent.

Le décret du 8 mars 1790 favorable aux colons maintient l'état des choses et laisse aux assemblées coloniales le soin de traiter la question : en septembre 1791, la citoyenneté est refusée aux hommes de couleur.

La société des amis des noirs ne parvient, en avril 1792, qu'à faire accorder aux mulâtres et nègres libres des droits politiques.

L'abolition de l'esclavage est décrétée le 4 février 1794. Elle est en réalité, largement forcée par les troubles violents de Saint Domingue : l'Assemblée s'étant contentée de confirmer la mesure prise sur place par les Commissaires.

Cette première abolition de l'esclavage, brutale pour les colons, car non-indemnitaire et sans mesure d'accompagnement, va manquer son objectif.

La traite d'ailleurs n'est même pas interdite.

Cette abolition est assez limitée : la Martinique occupée par les anglais et Sainte Lucie, occupée en avril, conservent le système sous domination anglaise.

Les îles de l'océan indien la conserve aussi.

Le décret de 1794 n'a d'effet réel qu'en Guadeloupe et à Cayenne. Le travail forcé y apparaissant comme une institution de remplacement.

Limitée dans l'espace, cette abolition est temporaire.

Un groupe de pression se constitue autour de Joséphine de Beauharnais épouse de Bonaparte et créole de Martinique, laquelle est restituée à la France en mars 1802, sans avoir connu l'abolition de l'esclavage de 1794.

Finalement, un décret est pris en 1802, qui rétablit l'esclavage dans toutes les colonies : les individus attachés aux habitations. Art 13 dispose que les « maîtres sont tenus de déclarer les divagants » et 14 : « le titre de citoyen français ne pourra être porté que par les blancs »

L'arrêté qui promulgue le code Napoléon dans les colonies le 16 novembre 1805, interdit les mariages entre esclaves et libres. Ce dernier texte révèle un retour complet à la situation de l'ancien Régime et s'inscrit en contradiction complète avec la liberté matrimoniale de 1804 établie en Métropole.

Les mouvements abolitionnistes :

En Grande-Bretagne, l'abolition est votée en 1833

En France, création de la Société pour l'abolition de l'esclavage en 1833 où milite Victor Schoelcher. Au lendemain de la Monarchie de Juillet le Gouvernement provisoire de la République précipite l'édiction du décret du 27 avril 1848 et son annonce en Martinique et en Guadeloupe est connue très vite. Le gouverneur, qui veut gagner du temps, s'adresse aux esclaves en les invitant à une « vertueuse moralité », falsifiant l'Histoire, il s'adresse : « mes amis vous avez tous appris la bonne nouvelle qui vient d'arriver de France¹²... »

¹² « PROCLAMATION DE LOUIS THOMAS HUSSON,

Précautions tristement naïves tout à fait inutiles : le Gouverneur de Martinique proclame la liberté le 23 mai sans attendre l'application du décret.

L'esclavage prend fin en Guyane le 10 août.

En Afrique un délai de 3 ans fut nécessaire

Le préambule du décret définit l'esclavage comme un « *attentat contre la dignité humaine* » : l'esclave y est enfin bien une personne.

Il ne faudrait pas que cette date de 1848 donne bonne conscience : son abolition n'occulte pas l'histoire de l'esclavage.

L'article 4 DUDH 1948 dispose que « nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude ».

La Convention de Sauvegarde des droits de l'Homme et des Liberté Fondamentales du 4 novembre 1950, dans son article 4 interdit l'esclavage et le travail forcé.

La Convention relative à l'abolition de l'esclavage et de la traite des esclaves est signée le 16 sept 1958

La Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne, du 7 décembre 2000 interdit l'esclavage et le travail forcé dans son article 5, alinéa 1^{er}.

Mais la France a une responsabilité historique durable et la Loi 21 mai 2001, instituant une journée fériée dans les DOM et sur le territoire Métropolitain pour commémorer l'abolition de l'esclavage.

Le 21 mai 2001 le législateur a voulu répondre à cette mémoire, à cette dignité. Et la loi de 2001 tend à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage comme crime contre l'humanité¹³ (Schoelcher parlait de crime de lèse humanité).

Directeur provisoire de l'intérieur pour la République Française
Aux cultivateurs esclaves
Mes amis

Vous avez tous appris la bonne nouvelle qui vient d'arriver de France. Elle est bien vraie : C'est M. le Général Rostoland et moi qui vous l'avons apportée. Nous avons pris la voie du Steamer pour arriver plus tôt.

La liberté va venir ! Courage, mes enfants, vous la méritiez. Ce sont de bons maîtres qui l'ont demandée pour vous : M. Pécoul, M. Bence, M. Froidefond des Farges, M. Lepelletier St-Rémy, M. Perrinon, MM. de Jabrun et Raizet, de la Guadeloupe. - Tous les maîtres qui se trouvaient à Paris se sont réunis et ont chargé ces Messieurs de demander votre liberté au Gouvernement, qui y a consenti. Louis-Philippe n'est plus roi ! C'était lui qui enrayait votre libération, parce qu'il voulait que chacun de vous se rachetât, et la République au contraire va vous racheter tous à la fois.

Mais il faut que la République ait le temps de préparer les fonds du rachat et de faire la loi de la liberté. Ainsi, rien n'est changé, jusqu'à présent. Vous demeurez esclaves jusqu'à la promulgation de la loi. Alors M. le Gouverneur Rostoland m'enverra vous dire : La liberté est arrivée, vive la République

Jusqu'alors, il faut que vous travailliez d'après les prescriptions de la loi pour le bénéfice des maîtres.

Il faut prouver que vous comprenez que la liberté n'est pas le droit de vagabonder, mais bien le droit de travailler pour soi-même. En France, tous les gens libres travaillent plus encore que vous qui êtes esclaves, et ils sont bien moins heureux que vous, car là-bas, la vie est plus difficile qu'ici.

Mes amis, soyez dociles aux ordres de vos maîtres pour montrer que vous savez qu'il n'appartient pas à tout le monde de commander. Si vous pensiez avoir à vous plaindre, confiez-vous à vos maîtres en particulier, et si vous ne pouvez vous entendre, et que cependant vous pensiez avoir raison, adressez-vous alors au maire de la commune, pour qu'il vous éclaire. La République a confié cette mission à M. le maire.

S'il faut, autrement, que les autorités supérieures qui résident à Fort-De-France (c'est ainsi qu'on appelle aujourd'hui le Fort-Royal), se dérangent à chaque instant pour entendre des plaintes, elles n'auront pas le temps de préparer la loi et le moment de la liberté sera retardé. Votre sort est donc dans vos mains !

Souvenez-vous de ce qui est arrivé à la Guadeloupe !

Du temps de vos pères, la République existait en France ; elle proclama la liberté sans indemniser les maîtres, sans organiser le travail. Elle pensait que les esclaves auraient compris qu'ils devaient travailler et s'abstenir de tout désordre.

Les Anglais s'emparèrent alors de la Martinique, et vos grands - pères ne furent pas libres.

A la Guadeloupe, qui échappa à ces ennemis, tout le monde fut libre, mais les anciens esclaves abandonnèrent leur travail et devinrent plus malheureux de jour en jour.

Après sept années de liberté, ils obligèrent la République de les remettre en esclavage. Voilà pourquoi vos camarades de la Guadeloupe sont esclaves jusqu'à ce jour !

Je suis convaincu que vous montrerez, mes amis, plus d'intelligence et que vous ne prêterez point l'oreille aux mauvais sujets : vous n'écoutez, vous, que les personnes honnêtes.

N'écoutez pas, surtout, les libres oisifs. N'oubliez pas que ceux qui craignaient que vous ne voulussiez plus travailler une fois libres disaient : Voyez que d'affranchis sont devenus oisifs !

Vos ennemis, ce sont les paresseux ! N'ayez pour eux qu'une parole : Allez au travail et laissez-nous mériter notre liberté...

M. le Curé est là pour vous dire qu'il faut travailler et se marier pour obtenir les récompenses de l'autre vie. Demandez-lui conseil lorsque vous aurez un sujet de défiance. Songez que c'est la religion qui la première prêcha la liberté au temps où les blancs eux-mêmes n'étaient pas libres.

Le Christ est né dans une étable pour enseigner aux gens des campagnes qu'ils ne doivent pas se plaindre de l'humilité de leur naissance. Il a permis qu'on le mit à mort sur une croix (c'était le supplice de l'esclave en Judée), pour que les malheureux ne vissent dans ses prêtres que des amis destinés à les bien guider.

Allons. Mes amis, ayez patience et confiance ! Si je vous écris, c'est parce que je n'ai pas le temps de vous aller voir tous. Je viens, d'ailleurs, de visiter St-Pierre, le Prêcher, le Macouba, la Basse-Pointe, et je suis pressé de rentrer chez moi pour travailler à la loi qui va vous donner la liberté.

Aujourd'hui, je suis tranquille, car j'ai vu vos camarades ; ce sont de braves gens qui savent comprendre la liberté. Vous êtes tous de même, j'en suis sûr. J'aurais voulu que vous fussiez tous trouvés avec moi chez M. de Courcy. Quand j'ai annoncé à son atelier que tous ils allaient être libres, tous, ils se sont écriés : Merci M. le Directeur ! Vive le travail ! Vive Monsieur ! Vive Madame ! Et le soir, ils donnaient une sérénade à leur maîtresse. Pendant le dîner, ils m'avaient envoyé onze hommes mariés, qui m'ont présenté leurs femmes et m'ont chargé, au nom de l'atelier, de remercier la République.

Mes amis ! cela était beau ! cela prouve que l'atelier avait compris que dans la société les gens mariés sont les plus honorables et les plus dignes de venir promettre à la République que les esclaves désormais se marieront pour avoir un vieux père, une mère, une femme et des enfants, des frères et des soeurs, toute une famille à nourrir et à soigner, parce que ainsi tout le monde sera obligé de travailler quand tout le monde sera libre.

Adieu, mes bons amis, je viendrai vous voir les uns après les autres. Quand vous voudrez manifester votre joie, criez :

VIVE LE TRAVAIL !
VIVE LE MARIAGE !

Jusqu'à ce que je vienne vous dire : La loi est arrivée. Vive la Liberté ! »

¹³ Article 1^{er} : La République française reconnaît que la traite négrière transatlantique ainsi que la traite dans l'océan Indien d'une part, et l'esclavage d'autre part, perpétrés à partir du xve siècle, aux Amériques et aux Caraïbes, dans l'océan Indien et en Europe contre les populations africaines, amérindiennes, malgaches et indiennes constituent un crime contre l'humanité.

Cette loi présente une difficulté : elle vient de ce que les faits précis ont cessé depuis plusieurs générations.

Eriger la traite négrière suppose que leurs auteurs soient susceptibles d'être sanctionnés.

Sur un point, la loi peut donner lieu à des poursuites pénales : les associations ayant pour objet de défendre la mémoire des esclaves peuvent se porter partie civile dans des affaires d'injures ou de diffamation en raison de l'origine ethnique.

La loi 2001 porte aussi des dispositions n'ayant pas de nature pénale : l'article 4 veut garantir la pérennité de la mémoire du crime à travers les générations¹⁴ et l'article 2 encourage la recherche et l'enseignement en matière de Traite et d'esclavage¹⁵.

Les vraies missions de la Loi devraient être de se tourner vers l'avenir afin d'inspirer la conscience des hommes¹⁶.

¹⁴ « La commémoration de l'abolition de l'esclavage par la République française et celle de la fin de tous les contrats d'engagement souscrits à la suite de cette abolition font l'objet d'une journée fériée dans les départements de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion, ainsi que dans la collectivité territoriale de Mayotte.

Un décret fixe la date de la commémoration pour chacune des collectivités territoriales visées ci-dessus ;

En France métropolitaine, la date de la commémoration annuelle de l'abolition de l'esclavage est fixée par le Gouvernement après la consultation la plus large ;

Il est instauré un comité de personnalités qualifiées, parmi lesquelles des représentants d'associations défendant la mémoire des esclaves, chargé de proposer, sur l'ensemble du territoire national, des lieux et des actions qui garantissent la pérennité de la mémoire de ce crime à travers les générations. La composition, les compétences et les missions de ce comité sont définies par un décret en Conseil d'Etat pris dans un délai de six mois après la publication de la loi n° 2001-434 du 21 mai 2001 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité. »

¹⁵ Les programmes scolaires et les programmes de recherche en histoire et en sciences humaines accorderont à la traite négrière et à l'esclavage la place conséquente qu'ils méritent. La coopération qui permettra de mettre en articulation les archives écrites disponibles en Europe avec les sources orales et les connaissances archéologiques accumulées en Afrique, dans les Amériques, aux Caraïbes et dans tous les autres territoires ayant connu l'esclavage sera encouragée et favorisée.

¹⁶ Notons, par exemple, les chiffres relatifs à la traite négrière :

- la traite orientale, faite par les musulmans : 17 millions de personnes,

- la traite intra-africaine, faite par les royaumes africains : 14 millions de personnes,

- la traite atlantique, faite par les Européens et les Américains : 11 millions de personnes.

Olivier Pétré-Grenouilleau, "Les Traites négrières. Essai d'histoire globale"

Notons aussi le paradoxe du Code Noir qui traitait de « choses » alors qu'il enjoignait l'église à baptiser ces « biens meubles ».

Notons enfin, que la France porte avant tout la responsabilité d'avoir été la première puissance coloniale à avoir codifié la pratique de l'esclavage...